Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 16 (2011)

Artikel: Le monde privé des classes populaires : le jardin familial comme poste d'observation privilégié

Autor: Frauenfelder, Arnaud / Delay, Christophe / Scalambrin, Laure

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1007271

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE MONDE PRIVÉ DES CLASSES POPULAIRES

LE JARDIN FAMILIAL COMME POSTE D'OBSERVATION PRIVILÉGIÉ

Mots-clés: Vie quotidienne · Classes populaires · Entre-soi protecteur · Loisir «utile»

Arnaud Frauenfelder, Christophe Delay, avec la collaboration de Laure Scalambrin

On sait que les jardins familiaux, qu'on appelait autrefois jardins «ouvriers», représentent un dispositif de régulation sociale des populations qui trouve son origine dans les mutations provoquées par l'évolution industrielle à la fin du XIXe siècle. S'inscrivant dans le cadre des réponses apportées à la question sociale, ce potager agrémenté d'un cabanon est le résultat de l'invention d'un dispositif philanthropique particulier visant à *fixer des populations mobiles et déracinées*, ouvriers d'origine agricole, émigrés de leur région ou de leur pays, la terre ne les nourrissant plus. Depuis leur émergence, les fonctions attribuées aux jardins n'ont cessé d'évoluer selon les contextes économiques, politiques, sociaux. Initialement liés à des préoccupations hygiéniques (le grand air contre les miasmes), diététiques (les légumes contre l'alcool), économiques (un passe-temps qui rapporte), politiques et morales (un groupe de familles ouvrières contre un groupe d'hommes ouvriers), les jardins familiaux sont depuis les années 1980 associés dans tout un ensemble de discours officiels à des préoccupations urbanistiques et écologiques (composante actuelle des «espaces verts»), qui peuvent aussi conjuguer souci esthétique et actions de réinsertion sociale (Weber 1998: 62).

L'ENQUÊTE

Plutôt que de rendre compte de ses fonctions «par le haut» (discours publics divers d'ordre politique, médiatique, institutionnel, associatif), notre enquête de terrain menée dans trois des vingt-six sites du territoire genevois vise à mettre en lumière la manière dont ces espaces sont *appropriés* par ses usagers, des ménages qui disposent – en tant que locataires – d'un «jardin familial». Cette étude en cours bénéficie d'un financement octroyé par les autorités étatiques d'aménagement du territoire du canton de Genève à l'occasion de projets urbains de dé- et re-localisation de certains sites. Cette situation d'enquête n'est pas sans conséquence: dans la mesure où certaines des populations usagères que nous avons rencontrées sont directement confrontées à la nécessité de devoir quitter les lieux, l'investigation s'effectue dès lors dans un contexte «tendu».

Or, comme toute situation de «crise», c'est parfois au moment même où un mode de vie est ébranlé par des dynamiques de transformations diverses que se livrent de manière plus explicite aux yeux des principaux intéressés les significations profondes qui lui sont conférées et qui demeurent d'ordinaire à l'état implicite et enfouies dans les méandres de schèmes d'action et d'appréciation associés à tout un sens pratique (Bourdieu et Sayad 1964). Avant de livrer quelques réflexions provisoires inspirées d'une première analyse des données obtenues sur la base d'une douzaine d'entretiens qualitatifs approfondis avec des familles usagères et d'une demi-dizaine d'observations directes réalisées sur les sites des jardins, rappelons que nous nous trouvons avec cette forme bien par-

ticulière de passe-temps «populaire»[1], en présence d'une réalité sociale qui demeure relativement méconnue sociologiquement en Suisse romande; situation pour le moins paradoxale vu que les jardins familiaux font partie du «paysage urbain» helvétique depuis plus d'un siècle.

UN OBJET MÉCONNU POUR DIVERSES RAISONS

Cette méconnaissance provient d'une part du «prix à payer» pour pouvoir enquêter au sein de cet univers social. Puisque visiter des jardins, c'est rendre visite à des jardiniers, il va sans dire que l'accès ne va pas de soi, ceci d'autant plus qu'ils sont gérés par des associations, ce qui suppose de négocier avec des intermédiaires reconnus et d'obtenir leur autorisation pour pouvoir enquêter dans ces lieux privés qui fonctionnent comme «propriété privée». D'autre part, l'objet «classes populaires» occupe une place marginale dans le champ scientifique, et ceci à un double niveau: tout d'abord, la thématique des classes sociales a été largement déniée ces dernières décennies au sein des sciences sociales (Beaud et al. 2006) bien que l'on assiste aujourd'hui à un certain regain d'intérêt pour de telles analyses. Ensuite, en ce qui concerne les catégories populaires, l'étude de la vie quotidienne demeure un thème peu travaillé (Alonzo et Hugrée 2010: 79) à l'exception de quelques travaux «classiques» sur leur style de vie (Hoggart 1970 pour l'Angleterre; Weber 2001 et Schwartz 1990 pour la France; Schultheis et al. 2009 pour la Suisse). Ceci étant dit, quels éléments émergent d'une première analyse des données empiriques et à quels enjeux sociologiques et théoriques plus larges renvoient-ils?

UNE FORME PARTICULIÈRE D'ENTRE-SOI PROTECTEUR?

Objet de tout un ensemble de pratiques hétérogènes (travail au jardin, autoconsommation alimentaire, relations d'échanges entre usagers), un premier examen de nos matériaux atteste de l'importance que représente le jardin familial comme support d'une forme particulière «d'entre-soi protecteur» pour les populations usagères. Sans idéalisation naïve et sans négliger ni les tensions de voisinage ni les luttes dont ces microcosmes peuvent faire l'objet (jardiner s'apparente en partie au besoin distinctif d'affirmer une image positive «d'un bon jardinier respectable» tenant sa parcelle de manière «impeccable», Weber 1998), il apparaît que les personnes jardinières interviewées se sentent généralement «à l'aise» dans ces lieux pourtant contraignants car fortement réglementés et apprécient beaucoup d'y passer du temps (selon les termes utilisés, on va au jardin pour «se défouler», «se changer les idées») au point d'y nouer une forme d'attachement affectif conséquent qui se manifeste dans les adjectifs utilisés pour parler de leur jardin – «mon paradis», «mon soleil» – et affichés publiquement parfois sur les épigraphes accrochées à la façade des cabanons. Faut-il rapporter cette appétence particulière pour le jardin au caractère généralement «maîtrisé» de l'espace fréquenté qui permet de se protéger d'un monde extérieur (école, monde du travail) perçu parfois comme «étrange» et «étranger»? On pense ici notamment aux propos de Monsieur A. (38 ans, concierge) qui, après avoir décrit non sans bonheur tout le temps passé dans ces lieux, s'excuse en fin d'entretien pour les choses peut-être «pas très intelligentes» qu'il a dites (déclarant ne pas avoir «fait d'études») et précisant par ailleurs qu'une de ses trois filles est en classe spécialisée (en raison de ses difficultés scolaires[2]). Si le rapport aux institutions dominantes engendre chez lui un sentiment de malaise (l'échec de sa fille lui renvoie l'image de son propre échec scolaire) et d'illégitimité linguistique (qui lui fait dire «je parle pas bien français»), l'espace du jardin est par contre vécu comme un moment de plaisir; il figure comme occasion de se retrouver en «famille», «entre amis» ou entre «voisins de quartier»[3], de «rester entre soi» et de «vivre avec les siens» (Hoggart 1970: 67) dans une ambiance festive:

> «On fait une grillade, avec des amis ou bien avec les enfants. On passe une journée impeccable... on mange, on joue, on entend un peu la musique, on boit une bière. Voilà, ça nous apporte... on est bien contents... L'été on reste jusqu'à 23h30... on rentre, les enfants ils sont heureux, ils sont fatigués, ils dorment tout de suite.»

Cet «entre-soi» qui s'appuie sur un espace maîtrisé dont on connaît les codes sociaux en vigueur s'apparente à un espace de «protections rapprochées» (Weber 2007) puisqu'il implique des relations d'échange et de solidarités pratiques:

[1] Selon les sources statistiques officielles de la Fédération genevoise des jardins familiaux (FGJF), les catégories populaires sont nettement surreprésentées parmi les membres disposant d'un jardin familial à Genève en 2010 (78 % dont 40 % d'employés et 38 % d'ouvriers), suivies par les classes moyennes (17 %) et les catégories «autres» (4 % d'artisans et sans profession).

[2] Les élèves des classes populaires ont plus de risques que ceux d'origines plus favorisées d'être mis en école spécialisée (Le Roy-Zen Ruffinen et al. 2009).

[3] La moitié des jardiniers qui disposent d'un jardin sur le site où nous avons majoritairement investigué vivent dans le quartier aux abords du jardin, ce qui témoigne de leur «attachement au groupe local» (Hoggart 1970: 65).

on y donne des conseils autour du jardinage ainsi que des légumes, on se donne «des coups de main» entre voisins et amis notamment lorsqu'il faut «retaper un cabanon» ou partir en vacances (et faire arroser). Ces sociabilités informelles semblent d'autant plus portées à la conscience des individus qu'ils sont confrontés à l'annonce d'une délocalisation prochaine, ce que laisse entendre Monsieur B. (55 ans, retraité, ex-gendarme): «Si j'arrive à trouver quelque chose [une parcelle] avec mon pote d'en face, ce serait bien. Mais, j'entends, je sais que ce milieu on va le perdre. Mon tissu social, il est là.» Tout semble se passer comme si le jardin s'apparentait, dans les rencontres entre pairs et proches qu'il rend possibles, à un univers «protecteur»[4], «soustrait à la confrontation», à un moment de «répit», un «lieu d'altérité» où la culture populaire peut cultiver ses valeurs et fonctionner pour un instant au «repos», loin des marchés dominants (Grignon et Passeron 1989: 81).

LE JARDINAGE, UN PASSE TEMPS LABORIEUX?

Si l'aisance ressentie dans ces lieux est partiellement liée aux formes de sociabilités spécifiques qu'on y noue «entre-soi», elle provient aussi de la signification conférée subjectivement au travail qu'on y engage. Disposer d'un jardin familial signifie d'abord «jardiner pour soi», expérimenter certaines espèces de légumes dans une activité entièrement contrôlée par soi-même. Il ressort qu'une part importante du temps consacré au jardin est passé à travailler (planter, arroser, désherber, récolter, stocker, bricoler) selon une logique décisionnelle et organisationnelle qui s'oppose au travail pour «autrui» (activité en usine, d'exécution ou soumise à de fortes contraintes), comme le suggèrent les propos de Monsieur C. (38 ans, conducteur de bus, ancien ouvrier de chantier) qui apprécie de prendre son temps au jardin hors des contraintes liées aux horaires de son activité professionnelle (où la ponctualité est exigée):

«Je suis venu aujourd'hui pour nettoyer les tomates et tout ça... Je l'ai pas fait... Je suis venu regarder le match [football diffusé à la buvette]. Ben... c'est mon problème. Je sais que... je dois le faire [rire]. Mais je suis pas obligé de le faire tout de suite... Je décide ‹pas maintenant›, je le fais demain... Parce que combien de fois ça m'arrive que je vais faire quelque chose, et je dois faire ça aujourd'hui... Là mon voisin qui m'appelle ‹Ecoute on va boire un verre›... Je dis ‹Merde, j'ai rien fait!› Mais quand même, j'ai passé un bon moment... C'est plus important.»

Le jardinage s'apparente ainsi à une sorte de «travail recomposé, antithèse du travail en miettes». Les jardiniers récupèrent

«la maîtrise du choix de leurs activités, en revalorisant leurs qualifications particulières non reconnues ailleurs. [...] Etre totalement maître de son travail, voilà donc le premier sens du plaisir pris à bricoler: un pur plaisir du faire» (Weber 2001: 90).

Ce plaisir de «faire» s'oppose aussi à toute forme d'inactivité décrite négativement et qui ne semble guère possible comme l'expliquent Madame D. (27 ans, assistante en pharmacie) et sa grand-mère (76 ans, retraitée, ex-ouvrière en usine) qui ne parviennent pas, malgré le matériel à disposition, à investir le jardin comme espace de «repos»:

«J'ai la chaise longue [rire]... Mais, je ne résiste pas [sous entendu je me lève pour travailler]! On est des actives! Nous on bouge tout le temps nous! On est des gens, on n'aime pas rester assis! On est des bougillons!»

Cette valorisation de la «morale de l'activité», «appréciation du travail bien fait» s'exprime par ailleurs dans un éloge fréquent: avoir du courage, ne pas être un fainéant (Weber 2001: 194). Elle va souvent de pair avec une critique du jardinier «oisif», comme l'atteste Monsieur E. (76 ans, retraité, ex-inspecteur) qui ne supporte pas de voir la parcelle mal entretenue de son voisin remplie de «hautes herbes».

En suivant à nouveau Grignon et Passeron (1989), on peut lire de deux manières différentes l'affirmation de ce travail pour soi, soit que l'on privilégie le principe du relativisme culturel (qui traite les cultures populaires comme des univers autonomes de significations), soit que l'on se centre sur la théorie de la légitimité culturelle (qui invite à voir la culture populaire comme dominée). On peut en premier lieu considérer ce travail pour soi à partir de l'opposition entre la «vie privée», retranchée dans laquelle on est à l'aise et dont on maîtrise les codes et le savoir-faire horticole requis et la vie professionnelle, exposée à toutes sortes de contraintes sur lesquelles on n'a pas toujours prise. En même temps, le plaisir associé au travail «pour soi» d'expérimentation ne cesse pas pour autant d'être aussi un travail «supplémentaire» qui ne peut être saisi véritablement qu'en tenant compte de la position dominée occupée dans l'espace social et associée à des revenus modestes. Expérience stimulante d'un «travail maî-

[4] Schwartz (2002: 90) rappelle que le familialisme populaire relève avant tout d'une forme de «protection».

trisé» tributaire d'une appétence acquise souvant durant l'enfance, il ressort que ce passe-temps se conjugue aussi parfois pour certains jardiniers qui sont en situation de précarité (chômage, couples disposant d'un seul revenu, familles de trois enfants et plus) à une activité dictée par une relative *nécessité*. Le «surtravail domestique» (Grignon et Grignon 1980: 536) engagé dans la production accrue de légumes vise une forme d'autosubsistance permettant d'économiser sur le budget des dépenses alimentaires comme l'explique Madame F. (56 ans, réceptionniste) qui cultive des légumes durant toute l'année et qui affiche en entretien un point d'honneur à ne pas acheter de légumes en supermarché:

«On arrive à faire avec ce qu'on a. Non, on nous verra pas acheter des légumes. Pour les légumes, on dépense rien. Je dois dire que, à présent même moi, mon mari est à 50% au chômage, moi je travaille 60, c'est vrai que... on s'est retrouvé au chômage les deux avec nos enfants aux études, donc ça nous a beaucoup aidé, quand même, le jardin... [On fait] des économies financièrement.»

Activité située à mi-chemin «entre le gagne-pain», sorte de «choix du nécessaire» (Bourdieu 1979: 433) et un passe-temps «goût populaire de l'expression personnelle» et «loisir créateur» (Hoggart 1970: 382), force est de constater que notre enquête offre l'occasion de participer à certains débats théoriques centraux de l'étude des cultures populaires (autonomie/hétéronomie des pratiques) à partir d'un objet d'étude circonscrit. Au-delà, parler de «passe-temps laborieux» et mettre en évidence le sens que prennent les activités déployées dans l'espace du jardin familial permettent de questionner certaines dénominations génériques dichotomiques construites par toute une tradition lettrée («entre travail et loisir, entre gagne-pain et passe-temps, entre activités productives et intéressées, et activités improductives et gratuites» [Weber 2001: 21]) qui rend généralement peu compte du sens que prennent ces activités en milieux populaires dans la mesure où «la séparation entre la vie professionnelle et la vie privée est un des privilèges de la vie bourgeoise, que les classes populaires sont encore en train de conquérir» (Grignon et Passeron 1989: 39).

EN GUISE DE CONCLUSION

L'analyse ethnographique et sociologique de ce microcosme spécifique dépasse de loin la simple tentation monographique et descriptive. Nous avons voulu documenter quelques aspects du *monde privé* des catégories populaires qui touchent à l'intime, aux possessions (la sphère des avoirs) et aux lieux de «l'autonomie», c'est-à-dire des espaces «que l'acteur peut s'approprier» au point d'en faire des espaces d'«auto-appartenance» où s'expérimentent et se façonnent un certain «rapport à soi» (Schwartz 2002: 30-31).

Ce travail de documentation de certains aspects de leur vie quotidienne nous semble d'autant plus important à une époque où les sciences sociales leur tournent le dos, laissant dans l'ombre toute une quantité non négligeable de la population qui ne semble pas suffisamment digne d'intérêt, dénégation participant du même coup à l'occultation d'un certain nombre de processus sociaux pourtant essentiels à la compréhension du monde contemporain.

BIBLIOGRAPHIE

ALONZO Philippe, HUGRÉE Cédric
2010. *Sociologie des classes populaires*. Paris: A. Colin.

BEAUD Stéphane, CONFAVREUX Joseph, LINDGAARD Jade
2006. *La France invisible*. Paris: La Découverte.

BOURDIEU Pierre
1979. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Minuit.

BOURDIEU Pierre, SAYAD Abdelmalek
1964. *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*. Paris: Minuit.

GRIGNON Claude, GRIGNON Christiane
1980. «Styles d'alimentation et goûts populaires». *Revue française de sociologie* XXI: 531-569.

GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude
1989. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme et sociologie et en littérature*. Paris: Gallimard / Le Seuil.

HOGGART Richard
1970 (1957). *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris: Minuit.

LE ROY-ZEN RUFFINEN Odile et al.
2009. *L'enseignement à Genève: ensemble d'indicateurs du système genevois d'enseignement et de formation*. Genève: Service de la recherche en éducation.

SCHULTHEIS Franz, FRAUENFELDER Arnaud, DELAY Christophe, PIGOT Nathalie et al.
2009. *Les classes populaires aujourd'hui. Portraits de familles, cadres sociologiques*. Paris: L'Harmattan.

SCHWARTZ Olivier
2002 (1990). *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris: Presses universitaires de France.

WEBER Florence
1998. *L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du XXe siècle*. Paris: Belin.

2001 (1989). *Le travail à-côté. Etude d'ethnographie ouvrière*. Paris: INRA / EHESS.

2007. «Qu'est-ce que la protection rapprochée? Réciprocité, solidarité quotidienne et affiliation symbolique», in: Serge PAUGAM (Ed.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, p. 187-204. Paris: Presses universitaires de France.

AUTEUR·E·S

Arnaud Frauenfelder, docteur en sociologie, est actuellement professeur à la Haute école de travail social de Genève et chargé d'enseignement à l'Université de Genève. Ses recherches portent notamment sur les régulations sociales de la vie quotidienne des catégories populaires. Il est l'auteur ou le coauteur de plusieurs ouvrages, dont: *Les paradoxes de la naturalisation. Enquête auprès de jeunes issus de l'immigration* (Paris: L'Harmattan, 2007); *Temps d'assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIXe siècle*, avec Tabin, Togni et Keller (Lausanne: Antipodes, 2010 [2008]).

arnaud.frauenfelder@hesge.ch

Christophe Delay, docteur en sociologie, est adjoint scientifique à la Haute école de travail social de Genève. Il a récemment achevé sa bourse postdoctorale FNS (ENS-LSH, Université de Lyon) sur le rapport des classes populaires à l'école qui fait l'objet d'une publication à paraître en 2011 (*Les classes populaires à l'école*, Presses universitaires de Rennes).

christophe.delay@hesge.ch

Laure Scalambrin est assistante diplômée à l'Université de Fribourg et assistante de recherche à la Haute école de travail social de Genève. Doctorante, elle prépare actuellement une thèse portant sur la construction de la relation école / familles migrantes d'origine populaire lors de l'entrée à l'école.

laure.scalambrin@unifr.ch